

Déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale

Elmau, le 28 juin 2022

Nous, chefs d'État et de gouvernement du G7, œuvrerons sans relâche pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale et protéger les plus vulnérables, qui risquent de subir de plein fouet les effets de la crise alimentaire.

I. L'enjeu

Nous notons avec une profonde inquiétude que, selon le Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, près de 323 millions de personnes dans le monde connaîtront ou risqueront fortement de connaître une grave situation d'insécurité alimentaire en 2022, ce qui est un chiffre d'une ampleur inédite. Ces difficultés existentielles résultent de crises multiples et interconnectées, notamment des conflits, de la pandémie de COVID-19, de la perte de biodiversité, des changements climatiques et de l'incertitude économique qui règne actuellement à l'échelle internationale. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et le blocage russe des voies d'exportation des céréales ukrainiennes aggravent considérablement la crise alimentaire : le conflit a perturbé la production, les chaînes d'approvisionnement et les échanges agricoles, provoquant une hausse sans précédent des prix des denrées alimentaires et des engrais dans le monde. La Russie est la principale responsable de cette situation. Dans le cadre de nos efforts visant à garantir que chacun ait droit à une nourriture suffisante, nous réaffirmons notre objectif de sortir 500 millions de personnes de la famine et de la malnutrition à l'horizon 2030, comme nous l'avions décidé dans l'engagement du G7 pris lors du Sommet d'Elmau en 2015.

II. Notre réponse : l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire

Nous sommes convaincus que la solution à cette crise multidimensionnelle passe nécessairement par une action commune internationale. Pour cette raison, nous mettons en place, avec la Banque mondiale, l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, réponse coordonnée et solidaire aux difficultés qui nous attendent, qui vient apporter un soutien résolu au Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. Nous travaillerons en étroite coopération avec des partenaires internationaux extérieurs au G7 afin de transformer les engagements politiques en actes concrets, comme le prévoient différentes initiatives telles que la réponse de l'équipe Europe à l'insécurité alimentaire mondiale et la mission de résilience alimentaire et agricole (FARM), la Feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale : Appel à l'action, et d'importantes initiatives régionales de sensibilisation, notamment avec les pays africains, et à travers le Dialogue ministériel méditerranéen sur la crise alimentaire et la Conférence ministérielle « Uniting for

Global Food Security ». Nous demandons instamment à nos partenaires, y compris du secteur privé, d'unir leurs efforts aux nôtres pour renforcer la solidarité à l'égard des plus vulnérables.

III. Nos actions

Dans le cadre de notre mobilisation au sein de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire :

1. Nous nous engageons à fournir 4,5 milliards de dollars supplémentaires pour protéger les personnes les plus exposées à la faim et à la malnutrition, portant ainsi à plus de 14 milliards de dollars le montant total de notre contribution conjointe à la sécurité alimentaire mondiale cette année.

2. Nous appelons une nouvelle fois la Russie à mettre un terme de toute urgence et sans condition à son blocage des ports ukrainiens de la mer Noire, à sa destruction des infrastructures portuaires et de transport essentiels, des silos à grain et des terminaux céréaliers, à son appropriation illégale de produits et de matériel agricoles en Ukraine, ainsi qu'à toutes les autres activités qui continuent d'entraver la production et l'exportation de denrées alimentaires par l'Ukraine. Ces agissements ne peuvent être considérés que comme une attaque contre la sécurité alimentaire mondiale pour des raisons géopolitiques. Nous intensifierons nos efforts pour permettre à l'Ukraine de poursuivre sa production agricole dans la perspective de la prochaine période de récolte et nous nous engageons à aider les agriculteurs ukrainiens à accéder aux intrants agricoles et aux médicaments vétérinaires essentiels. Nous soutenons fermement l'Ukraine pour l'aider à reprendre ses exportations agricoles vers les marchés mondiaux, ainsi que les Nations Unies dans leurs efforts pour débloquer un couloir maritime sûr dans la mer Noire. En outre, nous intensifierons nos efforts pour mettre en place des itinéraires de substitution en nous appuyant sur les corridors de solidarité existants de l'UE. Avec les institutions et les partenaires concernés, nous coopérerons pour déterminer la provenance des importations cérésières afin d'identifier les produits ukrainiens saisis illégalement et de dissuader la Russie de poursuivre ses saisies illégales. Nous demandons instamment à la Russie de lever ses mesures qui empêchent les exportations de céréales et d'engrais russes.

3. Nous continuerons de veiller à ce que nos paquets de sanctions ne ciblent pas l'alimentation et permettent la libre circulation des produits agricoles, y compris ceux en provenance de la Russie, ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire.

4. Nous nous engageons à accroître durablement la disponibilité des produits agricoles, notamment en renforçant la productivité agricole, en particulier dans les pays les plus touchés, pour affermir leur résilience et soutenir leur production nationale. Nous nous efforcerons de lutter contre la pénurie d'engrais en favorisant une utilisation plus efficace et ciblée, en augmentant de manière temporaire la production locale et mondiale en tant que de besoin, et en promouvant des produits remplaçant les engrais inorganiques. À court terme, nous appelons les partenaires disposant d'importants stocks alimentaires ainsi que le secteur privé à rendre disponibles des produits alimentaires sans fausser les marchés, notamment en soutenant la stratégie d'achat du Programme alimentaire mondial. Nous appelons tous les pays à éviter de

constituer des stocks de denrées excessifs, susceptibles de faire augmenter encore les prix. Nous continuerons de lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaires ainsi que de promouvoir une alimentation saine et équilibrée. Nous soutenons l'initiative menée par le Fonds international de développement agricole (FIDA) en coordination avec l'Union africaine, visant à élaborer un plan d'investissement stratégique pour accélérer le développement de chaînes de valeur essentielles à la résilience alimentaire de l'Afrique.

5. Nous demeurons déterminés à préserver l'ouverture de nos marchés alimentaires et agricoles et nous appelons tous nos partenaires à s'abstenir de prendre des mesures de restriction du commerce injustifiées, sous peine d'accroître la volatilité du marché et donc le risque d'insécurité alimentaire. Nous nous félicitons de la Déclaration ministérielle sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire adoptée lors de la douzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et nous appuyons pleinement la décision de cette organisation d'exempter d'interdictions ou de restrictions à l'exportation les achats non commerciaux de produits alimentaires à des fins humanitaires par le PAM. Nous nous engageons à renforcer notre soutien au système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du G20 en lui apportant des ressources financières supplémentaires, des données actualisées et des informations transparentes, et nous demandons à tous ses membres de faire de même. Nous encourageons également l'AMIS à surveiller de plus près les marchés des intrants. Nous lutterons contre tout comportement spéculatif qui mettrait en danger la sécurité alimentaire ou l'accès des pays ou des populations vulnérables à une alimentation saine.

6. Nous ferons en sorte que notre réaction aux difficultés actuelles contribue également à renforcer la résilience et la durabilité à long terme des systèmes agricole et alimentaire, conformément aux Objectifs de développement durable, à l'Accord de Paris et au Pacte de Glasgow, à la Convention sur la lutte contre la désertification et à la Convention sur la diversité biologique, notamment en apportant un soutien accru aux petits agriculteurs. Dans ce contexte, nous soutenons le travail indispensable de toutes les organisations multilatérales concernées, notamment des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le FIDA, ainsi que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, de l'OMC et des institutions financières internationales. Nous nous félicitons des mesures prévues pour répondre à la crise alimentaire mondiale qui ont été annoncées par le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que du plan d'action des institutions financières internationales pour faire face à l'insécurité alimentaire. Nous sommes déterminés à poursuivre notre engagement et notre soutien en faveur des objectifs du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et nous invitons tous nos partenaires à appuyer ou à rejoindre la Coalition Faim « zéro ». Nous soutenons les plans et solutions pilotés par les pays et les régions pour faire face à l'insécurité alimentaire, en nous appuyant sur les travaux de l'Union africaine durant son Année de la nutrition 2022. Nous nous engageons également à renforcer les services de nutrition essentiels dans les pays les plus exposés à la malnutrition.

7. Nous invitons tous nos partenaires, notamment les États, les organisations internationales, les initiatives internationales et régionales, les organismes de recherche, la société civile, le secteur privé et les organisations philanthropiques, à unir leurs efforts aux

nôtres pour garantir la sécurité alimentaire mondiale et **soutenir l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire.**